



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9023^e séance

Mercredi 27 avril 2022, à 10 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Roscoe.....	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Albanie.....	M ^{me} Dautllari
	Brésil.....	M. de Oliveira Freitas
	Chine.....	M. Zhang Jun
	Émirats arabes unis.....	M ^{me} Alhefeiti
	États-Unis d'Amérique.....	M. Mills
	Fédération de Russie.....	M ^{me} Evstigneeva
	France.....	M ^{me} Broadhurst Estival
	Gabon.....	M ^{me} Ngyema Ndong
	Ghana.....	M. Agyeman
	Inde.....	M. Ravindran
	Irlande.....	M ^{me} Byrne Nason
	Kenya.....	M. Kimani
	Mexique.....	M. Gómez Robledo Verduzco
	Norvège.....	M ^{me} Heimerback

Ordre du jour

La situation dans la région des Grands Lacs

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (S/2022/276)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation dans la région des Grands Lacs

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (S/2022/276)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs ; S. E. M. João Samuel Caholo, Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ; et M. Dinesh Mahtani, expert indépendant sur la région des Grands Lacs.

M. Caholo et M. Mahtani participent à la présente séance par visioconférence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2022/276, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

Je donne maintenant la parole à M. Huang Xia.

M. Huang Xia : Je me réjouis de l'opportunité de présenter devant le Conseil le dernier rapport du Secrétaire général portant sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (S/2022/276).

Depuis ma dernière intervention devant le Conseil le 20 octobre 2021 (voir S/PV.8884), la situation dans la région des Grands Lacs a été caractérisée par une dynamique encourageante de dialogue, de coopération et d'intégration, et globalement par une volonté continue de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité. Le rapport dont les membres sont saisis aujourd'hui met en

exergue cette dynamique et en donne plusieurs illustrations. Cette dynamique positive a cependant été perturbée par la crise sécuritaire et humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo, exacerbée par la reprise des activités militaires du Mouvement du 23 mars (M23) au dernier trimestre de l'année dernière, avec l'attaque de plusieurs positions des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Cette situation est d'autant plus déplorable qu'elle intervient près de 10 ans après la signature des Déclarations de Nairobi de décembre 2013 par le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les rebelles du M23, dans lesquelles ce groupe armé, défait militairement, s'était engagé à ne plus reprendre les armes. Comme je l'ai déjà dit devant le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine lors d'une réunion importante dédiée à la région des Grands Lacs il y a quelques jours, je voudrais réitérer ici mon appel solennel à ce groupe rebelle à déposer les armes. Les populations de l'est de la République démocratique du Congo n'ont que trop souffert et la région ne peut s'autoriser une énième crise.

De même, il est regrettable que les Forces démocratiques alliées (ADF) et d'autres groupes armés locaux continuent de commettre des atrocités contre les populations civiles. Pour parvenir à leurs fins macabres, les ADF en particulier semblent toujours bénéficier d'un réseau de recrutement dans la région, voire au-delà, comme l'ont confirmé les récentes arrestations effectuées lors des opérations conjointes de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda.

Tout cela vient nous rappeler combien la paix dans l'est de la République démocratique du Congo demeure encore extrêmement fragile et combien nous devons encore redoubler d'efforts collectivement pour parvenir à une région totalement débarrassée des affres de la guerre. Je tiens à exprimer, une fois de plus, mes sincères condoléances aux familles des victimes des récentes violences dans l'est de la République démocratique du Congo et aussi à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour la mort tragique de Casques bleus dans l'exercice de leurs fonctions.

En dépit de cette fragilité, je voudrais dire ma conviction qu'il est encore possible de consolider les acquis importants enregistrés à jour dans la région et d'avancer progressivement vers une paix durable. Encore faut-il pour cela que des efforts soient fournis au moins à trois niveaux.

Le premier niveau demeure l'urgence d'une coopération accrue en matière de sécurité. Celle-ci est illustrée, entre autres, par les opérations conjointes de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda, le mémorandum d'accord entre le Burundi et la République démocratique du Congo pour relever les défis sécuritaires à leur frontière commune, les consultations régulières entre les chefs des services de renseignement des pays de la région, l'établissement du Groupe de contact et de coordination sur les mesures non militaires et les efforts en cours au niveau de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) pour l'élaboration d'une stratégie de lutte contre le terrorisme dans la région. Cette dynamique en marche pour réduire de façon considérable l'influence néfaste des groupes armés mérite d'être saluée et soutenue.

Le second niveau repose sur un dialogue direct et permanent au plus haut niveau entre les dirigeants de la région afin d'apaiser les tensions et de renforcer la confiance. Je salue, à ce propos, les progrès en ce qui concerne la normalisation des relations entre le Rwanda et l'Ouganda, marquée notamment par la réouverture de la frontière commune, et celle des relations entre le Burundi et le Rwanda.

Je félicite par ailleurs les chefs d'État de la région pour la consolidation de cette tendance encourageante à la faveur du dixième sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, tenu à Kinshasa le 24 février dernier. Je tiens également à féliciter le Président Tshisekedi pour le succès de cette importante rencontre de haut niveau, qui a connu une mobilisation exceptionnelle. À cette occasion, les chefs d'État se sont, entre autres, engagés à mutualiser davantage leurs efforts pour faire face, avec plus d'efficacité, aux défis de plus en plus nombreux et multiformes auxquels la région est confrontée. Ils ont également réitéré leur engagement en faveur de l'Accord-cadre comme plateforme de concertation.

Je tiens ici à saluer la convergence de vues entre les chefs d'État sur les priorités régionales pour s'attaquer aux facteurs de conflit et d'instabilité, ainsi que la nouvelle impulsion qu'ils ont donnée à cet égard.

Je voudrais par ailleurs rendre hommage au leadership du Président Kenyatta qui, à deux reprises au cours de ce mois d'avril, a accueilli à Nairobi ses pairs de la région au cours de deux sommets importants afin de se pencher sur les défis sécuritaires qui persistent dans l'est de la République démocratique du Congo et de proposer des solutions concrètes.

Je me réjouis que le conclave de Nairobi du 21 avril ait promu une approche à la fois pragmatique et ferme, privilégiant en premier lieu le dialogue entre les représentants du Gouvernement de la République démocratique du Congo et des groupes armés, sous la facilitation du Kenya. Aussi voudrais-je encourager toutes les parties à poursuivre ce dialogue franc et ouvert afin de trouver une solution durable à cette lancinante question d'insécurité.

Le troisième niveau d'action, c'est celui de l'appui continu de la communauté internationale à la région. Cette mobilisation en faveur de la région est d'autant plus indispensable que les acquis méritent d'être préservés. J'appelle les membres du Conseil de sécurité, ainsi que les membres du Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs, avec qui j'ai des échanges réguliers, à accompagner les efforts de dialogue régional. Le processus de consultation en cours pour donner suite aux décisions du conclave rend impératif le soutien rapide à la nouvelle stratégie du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation au niveau national et au plan d'action du Groupe de contact et de coordination au niveau régional.

Je tiens à saluer également ici l'étroite collaboration avec ma collègue Bintou Keita, Cheffe de la MONUSCO, tout comme le font également nos équipes au niveau technique.

Qu'il me soit permis de faire part maintenant de quelques initiatives prioritaires qui m'occuperont dans les prochains mois, conformément au plan d'action mis à jour de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs et aux décisions du dernier sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre.

Tout d'abord, je poursuivrai, en collaboration étroite avec les autres institutions garantes de l'Accord-cadre, les démarches de bons offices en appui aux efforts diplomatiques visant l'amélioration des relations de bon voisinage entre les pays de la région. Ensuite, j'envisage, toujours aux côtés des autres institutions garantes de l'Accord-cadre et avec l'appui de la MONUSCO, d'apporter tout le soutien nécessaire au déploiement effectif de la Cellule opérationnelle du Groupe de contact et de coordination sur les mesures non militaires. J'invite le Conseil à soutenir mon plaidoyer pour mobiliser les ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs visés.

En collaboration avec la MONUSCO, mon bureau va également continuer à apporter un appui technique et logistique au processus de paix de Nairobi. Et si cela peut aider, nous nous tiendrons également prêts à apporter notre contribution aux efforts de rapatriement des combattants désarmés du M23 et de ceux des Forces démocratiques de libération du Rwanda, comme cela avait été déjà fait en 2018. On se souvient que cette initiative avait alors enregistré des résultats non négligeables en termes de rapatriement.

De même, pour donner suite aux recommandations issues de l'atelier de Khartoum sur les ressources naturelles, tenu du 31 août au 2 septembre 2021, je compte poursuivre, dans les prochaines semaines, mon action aux côtés du Secrétaire exécutif de la CIRGL en vue de promouvoir une meilleure appropriation nationale et régionale de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Pour introduire ce chaînon manquant, le plaidoyer politique à l'endroit des pays de la région, mais également un engagement diplomatique orienté vers les pays dits de destination des minerais stratégiques faisant l'objet de contrebande en vue de rallier leur collaboration, nous occuperont, en priorité, durant les mois à venir.

La quinzième édition du Forum sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de la CIRGL, prévue la semaine prochaine, nous offrira déjà une opportunité de solliciter l'appui des acteurs en amont de la chaîne de production, notamment les grandes entreprises, aux efforts de la région dans la lutte contre l'exploitation et le commerce illicites des minerais de grande valeur.

Dans le cadre des efforts de promotion de l'autonomisation économique des femmes comme stratégie pour la consolidation de la paix, mon bureau a, en partenariat avec le Forum du secteur privé de la CIRGL, ONU-Femmes et la Commission économique pour l'Afrique, cofacilité le lancement en décembre 2021 du Réseau des femmes entrepreneures des Grands Lacs. J'entends maintenir un dialogue suivi avec les institutions régionales sur les politiques de genre et promouvoir l'accompagnement de ce réseau afin qu'il puisse saisir les opportunités des dynamiques d'intégration régionale en cours, notamment de l'élargissement de la Communauté d'Afrique de l'Est à la République démocratique du Congo.

Tant que l'impunité qui alimente le cycle de violence et qui favorise le recrutement par les groupes armés prévaudra, il sera difficile de rétablir la confiance entre

les populations et les gouvernements. Dans ce contexte, mon bureau continuera à soutenir les efforts des pays de la région en matière de lutte contre l'impunité et de promotion des droits de l'homme, particulièrement les travaux du Réseau de coopération judiciaire de la région des Grands Lacs sur les cas emblématiques de criminalité transfrontalière.

À ce sujet, la prochaine réunion des ministres de la justice de la région, qui se tiendra en juin à Kinshasa, en République démocratique du Congo, permettra de dresser l'état des lieux de la mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi sur la justice et la bonne gouvernance de mai 2019 et, sans doute, de donner des orientations pour en accélérer l'exécution.

Je ne saurais conclure sans remercier le Conseil pour sa constante sollicitude envers la région des Grands Lacs. En ces temps incertains où de nouveaux et anciens défis émergent, je voudrais appeler le Conseil de sécurité, et au-delà réitérer mon appel à l'endroit de la communauté internationale, pour qu'ensemble, nous restions mobilisés en faveur de région des Grands Lacs, afin que tous les efforts déployés, à divers niveaux, puissent tenir leurs promesses.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Xia de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Caholo.

M. Caholo (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement le Royaume-Uni, et l'ensemble du Conseil de sécurité, d'avoir inscrit ce sujet très important au programme de travail du mois d'avril. J'exprime également ma gratitude au Royaume-Uni, par l'entremise de sa représentante, l'Ambassadrice Barbara Woodward, et de son équipe, pour sa direction avisée des travaux du Conseil à ce jour et son invitation à prendre la parole au Conseil.

C'est toujours un honneur de prendre la parole devant le Conseil de sécurité. Conformément à l'invitation qui m'a été envoyée, je vais présenter mon point de vue sur la situation dans la région des Grands Lacs. J'évoquerai les principaux faits nouveaux survenus dans la région en ce qui concerne la situation politique et les conditions de sécurité. Je terminerai en formulant quelques recommandations à l'attention du Conseil de sécurité.

La région des Grands Lacs est confrontée à divers problèmes de sécurité, découlant principalement des activités des forces négatives et des groupes armés opérant

dans certaines parties de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine et de la République du Soudan du Sud.

Sur le plan de la sécurité, la République démocratique du Congo est confrontée à une recrudescence des attaques de groupes armés, de forces rebelles et de terroristes islamistes, qui sèment la terreur en massacrant et en enlevant des civils et en incendiant des villages, entre autres, en particulier dans l'est du pays. Ces groupes armés sont notamment constitués de milices de la Coopérative pour le développement du Congo, de la Force de résistance patriotique de l'Ituri, des Forces démocratiques alliées (ADF), des groupes Maï-Maï et du Mouvement du 23 mars (M23).

Afin d'endiguer l'insécurité croissante, S. E. M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo, a déclaré, le 3 mai 2021, l'état de siège sur certaines parties du territoire national, dont le Nord-Kivu et l'Ituri, conformément à l'article 85 de la Constitution de la République. Le Parlement de la République examine et proroge l'état de siège tous les 15 jours. Le pays a ainsi réalisé des progrès dans le domaine de la sécurité, et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont repris le contrôle de plusieurs villages, avec l'appui de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Toutefois, il convient de noter que la violence intercommunautaire et l'intensification des activités des groupes armés se poursuivent dans ces régions, ce qui nous préoccupe vivement. En mars dernier, les FARDC ont déployé des soldats supplémentaires en Ituri. Les meurtres à l'aide de machettes, de flèches, d'armes légères et d'armes à feu sont en hausse. En outre, les attaques contre les camps de déplacés en Ituri ont augmenté. Nous devons condamner ces agissements, et appeler tous les acteurs à mettre fin à la violence et aux violations du droit international humanitaire.

La résurgence du groupe rebelle M23 au Nord-Kivu, le mardi 29 mars, est une source de vive préoccupation pour la région. Les rebelles ont attaqué des positions militaires à Chanzu et à Runyoni, dans l'est de la République démocratique du Congo, causant des pertes en vies humaines et le déplacement des habitants de ces villages. Le 1^{er} avril dernier, le groupe a annoncé un cessez-le-feu unilatéral sur les lignes de front du groupement Jomba, dans le territoire de Rutshuru. Nous demandons au Conseil de sécurité d'appuyer les efforts déployés par la région et par les FARDC pour protéger

les vies innocentes dans cette partie de la République démocratique du Congo. La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) restera vigilante, par l'intermédiaire de son mécanisme de certification, afin de s'assurer que ces groupes armés ne soient pas financés par l'exploitation illégale des ressources naturelles.

En République centrafricaine, les conditions de sécurité demeurent préoccupantes du fait des activités des groupes armés dans certaines parties du nord, du nord-est, de l'est, de l'ouest et du centre du pays. L'on constate que les Mbororo aident l'Unité pour la paix en Centrafrique et le groupe Retour, réclamation et réhabilitation, et se livrent également au trafic d'armes dans le pays. Des affrontements fréquents sont signalés entre des groupes armés ethniques rivaux qui étaient pour ou contre la mise en œuvre de l'Accord de paix de Khartoum et de la feuille de route de Luanda. Sous la direction avisée de S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, en sa qualité de Président de la CIRGL, l'organisation a organisé, les 29 janvier, 20 avril et 16 septembre 2021, trois mini-sommets consacrés à la situation politique et de sécurité en République centrafricaine. Ces réunions de haut niveau ont abouti à la déclaration, le 15 octobre 2021, d'un cessez-le-feu unilatéral par S. E. M. Faustin Archange Touadera, Président de la République centrafricaine, conformément à la feuille de route conjointe adoptée à l'issue du mini-sommet du 16 septembre.

Malgré la déclaration du cessez-le-feu, les violations de la feuille de route conjointe se poursuivent et des cas de violence sont encore signalés dans le pays. Nous continuons à exhorter les parties belligérantes à respecter la mise en œuvre de la feuille de route conjointe et à appuyer l'équipe technique composée de la République d'Angola, de la République centrafricaine et de la République du Rwanda dans le suivi du processus de mise en œuvre de la feuille de route conjointe sur la République centrafricaine. Nous appelons une fois encore le Conseil de sécurité à rester vigilant et à se saisir de la question.

La situation au Soudan du Sud reste précaire. En mars dernier, des informations ont fait état d'une escalade des tensions et des affrontements entre les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition dans les comtés de l'État du Haut-Nil, en violation totale de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud de 2018. En outre, des éléments du Front de salut national continuent de perpétrer des atrocités contre des civils et de

commettre des attaques contre les positions des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, en violation de l'accord de cessez-le-feu de 2018. Le Front de salut national a été impliqué dans des meurtres, des enlèvements, des extorsions et des incendies de véhicules sur toute la longueur des routes Djouba-Yei-Kaia et Djouba-Nimule. Malgré cela, le Gouvernement sud-soudanais a continué de mettre en œuvre l'Accord revitalisé.

Nous appelons de nouveau le Conseil de sécurité et l'ensemble de la communauté internationale à appuyer les Gouvernements soudanais et ougandais dans les efforts qu'ils déploient pour aider les parties sud-soudanaises à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé, qui a été signé en septembre 2018 et qui visait à mettre fin à la guerre civile qui avait sévi de 2013 à 2018. En outre, nous nous associons à la communauté internationale pour appeler au dialogue entre les parties sud-soudanaises afin de mettre un terme au conflit.

La République du Soudan traverse une période de transition depuis le changement révolutionnaire survenu en décembre 2018. La révolution a mis le Soudan sur la voie de la transformation démocratique, de la paix et de la stabilité, mais le pays reste confronté à des défis dans les domaines de la paix et du développement économique. Cependant, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) a constaté avec satisfaction quelques avancées, telles que la signature de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan le 3 octobre 2020, ainsi que l'accueil et la facilitation des négociations de paix qui ont abouti à la signature de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud.

Le Gouvernement soudanais est actuellement en train de mettre en œuvre des réformes économiques visant à normaliser ses relations avec les institutions financières internationales et à attirer des investissements étrangers directs. Nous appelons le Conseil de sécurité à encourager toutes les parties soudanaises à participer à un dialogue politique en vue d'aboutir à un consensus pour organiser des élections libres et transparentes avant la fin de la période de transition, dans le respect de l'état de droit et des libertés fondamentales.

En outre, nous nous félicitons de l'organisation de négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine entre les parties au conflit en février 2019. Plus important encore, je tiens à renouveler la demande de S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola et Président de la CIRGL, pour que le Conseil de sécurité réexamine d'urgence l'embargo

sur les armes, qui continue d'entraver la capacité des forces de défense et de sécurité à préserver l'intégrité territoriale de la République centrafricaine et à rétablir et maintenir l'ordre public dans le pays. La stabilité politique et le développement économique ne seront pas possibles sans une amélioration des conditions de défense et de sécurité et de la situation humanitaire dans le pays.

De manière générale, la région des Grands Lacs reste confrontée aux menaces du terrorisme et du phénomène des combattants mercenaires émanant de groupes terroristes mondiaux et régionaux qui continuent de recruter, de radicaliser, et de planifier et d'exécuter des attaques. Le terrorisme reste une préoccupation sécuritaire en raison des activités des ADF dans l'est de la République démocratique du Congo, du groupe terroriste des Chabab au Kenya et de Daech au Soudan. Nous invitons le Conseil à travailler en étroite collaboration avec les dirigeants de la région des Grands Lacs pour sceller et sécuriser les frontières extérieures de la région.

Des élections législatives doivent avoir lieu en République d'Angola et en République du Kenya en août 2022. Si des élections pluralistes sont la marque de la démocratie, les élections dans la région ont toujours été une source de conflits et de violence. Les causes et les déclencheurs de la violence dans la région sont nombreux et se recoupent. Nous exhortons le Conseil de sécurité à intensifier ses appels en faveur d'élections sans violence et de la coexistence pacifique des peuples de la région.

Pour terminer, je remercie le Conseil de sécurité de continuer d'inscrire la situation dans la région des Grands Lacs à son ordre du jour, ce qui lui permet de rester saisi des questions concernant la région et de s'y consacrer. En tant que représentant de la CIRGL, je voudrais réaffirmer et souligner la capacité des dirigeants de la région à trouver des compromis qui peuvent conduire à davantage de paix, de stabilité et de développement durable dans la région. Le récent mini-sommet sur la situation en matière de sécurité en République démocratique du Congo, organisé le 21 avril et auquel ont participé les chefs d'État et de gouvernement de la République du Kenya, de la République du Burundi, de la République du Rwanda, de la République démocratique du Congo et de la République de l'Ouganda, est une initiative très louable. Nous appelons le Conseil de sécurité à appuyer les résolutions qui en découlent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Caholo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Mahtani.

M. Mahtani (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de m'adresser au Conseil de sécurité aujourd'hui. Je suis également honoré de pouvoir m'exprimer devant les représentants des régions des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, avec lesquels j'ai eu des échanges approfondis au cours des 20 dernières années. Les observations qui suivent se basent sur des informations recueillies au cours de cette période, ainsi que sur des entretiens plus récents que j'ai menés dans la région des Grands Lacs et en Afrique australe et de l'Est au cours des 18 derniers mois.

Nous nous réunissons aujourd'hui à la suite d'événements inquiétants survenus dans la région des Grands Lacs. Ces dernières semaines, le Mouvement du 23 mars (M23), qui avait fui l'est de la République démocratique du Congo et s'était rendu aux autorités ougandaises et rwandaises en 2013, a refait son apparition dans la province du Nord-Kivu, faisant à nouveau planer le spectre d'une crise de sécurité régionale. Les Forces démocratiques alliées (ADF), qui ont également refait leur apparition depuis 2013 et sont responsables de massacres ciblés et aveugles contre des civils, toujours dans le Nord-Kivu, ont entre-temps trouvé un nouvel allié, Daech, dont la célébration des attentats-suicides commis par les ADF à Kampala l'année dernière a incité l'armée ougandaise à se déployer dans le Nord-Kivu avec l'approbation de Kinshasa.

Par le passé, l'insécurité dans la région des Grands Lacs était largement confinée à la région elle-même. Toutefois, les conflits qui s'y déroulent sont aujourd'hui de plus en plus liés à des dynamiques à l'œuvre dans d'autres parties du continent. Ainsi, nous savons maintenant qu'un certain nombre d'insurgés mozambicains sont venus s'entraîner dans les camps des ADF au moment où l'insurrection à Cabo Delgado a commencé en 2017. Ils se sont rendus par voie terrestre du Mozambique à l'est de la République démocratique du Congo, en passant par la Tanzanie et le Burundi, et ils ont traversé la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo avant de se rendre dans le Nord-Kivu. Là, dans les camps des ADF, ils ont appris les tactiques du champ de bataille, transmettant ces connaissances et cet entraînement à d'autres insurgés à leur retour au Mozambique. À peu près à la même époque, de jeunes radicaux du Kenya et de Tanzanie, y compris certains qui étaient autrefois des fantassins est-africains du groupe militant somalien des Chabab, ont également commencé à fuir la répression chez eux en Afrique de l'Est, migrant vers l'ouest en direction des camps des ADF dans l'est

du Congo, tandis que de nombreux autres se sont dirigés vers le sud pour rejoindre l'insurrection au Mozambique, dont Daech affirme qu'elle lui est affiliée.

Ces Africains de l'Est qui se sont retrouvés au Congo et au Mozambique ne sont que quelques-uns des jeunes hommes que Daech pourrait chercher à aider en leur assurant un financement continu au moyen de transferts de fonds provenant de l'étranger, y compris, comme cela a été découvert, d'Afrique du Sud. Radicalisés encore davantage par leur expérience du champ de bataille en République démocratique du Congo et au Mozambique, ils pourraient devenir une menace pour la sécurité dans leur pays d'origine s'ils y retournent un jour. Il n'est donc pas étonnant que les gouvernements des pays d'Afrique de l'Est soient inquiets. Non seulement ils doivent lutter contre les Chabab, affiliés à Al-Qaïda, mais Daech est également susceptible de renforcer sa présence sur leur sol.

Dans ce contexte, l'insécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, alimentée par la présence de dizaines de groupes armés locaux et étrangers disséminés de la province de l'Ituri jusqu'à la province du Tanganyika, prend un nouveau sens. En plus de poursuivre leurs propres objectifs en s'emparant de territoires, en pillant les ressources naturelles locales, en attaquant les forces de sécurité et en terrorisant les civils, ces groupes armés sont désormais les agents et les collaborateurs de criminels et de jihadistes qui cherchent à renforcer leur influence dans l'est de la République démocratique. Par exemple, les recrues étrangères qui vont rejoindre les ADF sont souvent victimes de trafic par différents groupes criminels et armés qui les font transiter par leur propre territoire avant qu'ils n'arrivent dans les camps des ADF.

C'est en partie pour ces raisons que les gouvernements de la région des Grands Lacs et d'Afrique de l'Est ont maintenant décidé de s'allier et de lancer éventuellement des opérations militaires conjointes contre les groupes armés en République démocratique du Congo. L'idée d'une force conjointe, approuvée par les dirigeants de la région à Nairobi, la capitale du Kenya, peut à tout le moins être interprétée comme une expression claire de la volonté de la République démocratique du Congo et de ses voisins de rétablir la sécurité dans l'est troublé de la République démocratique du Congo et, ce faisant, de priver les jihadistes de leur terrain d'action. Les solutions militaires bénéficient d'une confiance élevée après que l'intervention du Rwanda au Mozambique a considérablement réduit l'insurrection dans ce pays.

Dans le même temps, l'intervention de l'Ouganda contre les ADF a chassé le groupe armé de ses bases. Mais sur les deux théâtres d'opération, au Mozambique comme en République démocratique du Congo, la victoire militaire est loin d'être acquise.

On examine maintenant la possibilité de mener d'autres opérations militaires en République démocratique du Congo, sous la forme de la force conjointe proposée. Ces opérations présentent des risques importants. Pour commencer, bon nombre de groupes armés que les gouvernements de la région proposent d'attaquer dans l'est de la République démocratique du Congo ont parfois été les supplétifs de ces mêmes gouvernements dans les rivalités les opposant. La confiance entre deux des voisins de la République démocratique du Congo dans la région des Grands Lacs a été ébranlée ces dernières années et malgré les signes d'un réchauffement récent dans leurs relations, il n'est pas certain que ces signes naissants de solidarité puissent être maintenus si les parties sont replongées dans une situation dans l'est de la République démocratique du Congo où elles ne sont pas totalement sûres des motivations de l'autre. Des responsables de ces deux pays m'ont régulièrement fait part en privé de leur conviction que leurs homologues de l'autre côté de la frontière soutiennent en fait le Mouvement du 23 mars ou les ADF.

Outre ce manque de confiance entre pays de la région, la mise en œuvre de la force proposée présente de sérieuses difficultés. Comment une force conjointe des États d'Afrique de l'Est, y compris l'Ouganda, pourrait-elle être conciliée avec la mission existante de l'Ouganda au Nord-Kivu ? Comme pourrait-elle être conciliée avec la brigade d'intervention de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, qui est également en partie composée de soldats kényans ? Il y a là des problèmes de commandement qui doivent être pris en compte. Même si toutes ces forces pouvaient exercer ensemble la pression nécessaire sur les groupes armés congolais et les pousser à se rendre, alors que des négociations et un dialogue sont en cours ailleurs, l'institution chargée du désarmement en République démocratique du Congo dispose-t-elle de ressources suffisantes pour exécuter sans heurts un programme de démobilisation et de réintégration dans la société des différentes factions armées ? Qu'advient-il des membres des groupes armés étrangers qui se rendent ou sont faits prisonniers ?

Si l'emploi de la force doit à terme constituer un élément important de tout exercice visant à neutraliser les groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo, il est crucial que toutes les parties intéressées travaillent d'abord ensemble pour aider à mettre en œuvre la stratégie de la République démocratique du Congo sur la démobilisation des groupes armés et pour restaurer et renforcer la confiance entre ses voisins. Sans cela, une intervention militaire étrangère pourrait simplement créer toute une série de problèmes secondaires sur le terrain, que les autorités de Kinshasa pourraient avoir du mal à résoudre. Parallèlement, le démantèlement des groupes armés et terroristes pourrait être mieux réalisé si les pays de la région renforçaient le partage des renseignements et les partenariats entre les forces de police afin de mieux contrôler les frontières et de perturber les réseaux de recrutement, la circulation des combattants et des fournitures matérielles, ainsi que les flux financiers illicites.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Mahtani de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je souhaiterais d'abord remercier l'Envoyé spécial pour sa présentation, ainsi que l'ensemble des intervenants.

Je reviendrai pour ma part sur trois points, tout d'abord, pour rappeler combien le dialogue entre les États de la région est essentiel pour répondre à l'ensemble des menaces sécuritaires présentées par les intervenants. La reprise des armes par le Mouvement du 23 mars (M23) est un risque majeur de déstabilisation pour la région et celle-ci est déjà en proie aux attaques contre les civils et les forces de sécurité perpétrées par de nombreux groupes armés.

La France prend note des décisions des États de la région lors des conclaves de Nairobi et elle renouvelle son soutien aux efforts en faveur d'un dialogue régional accru.

La France continuera à appuyer les autorités congolaises pour renforcer la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo. Il importe que toute initiative militaire régionale tienne compte des actions de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et de son mandat. Alors que la Mission a subi de très lourdes pertes, la sécurité de ses casques bleus doit être assurée et être une priorité.

Il importe de relancer le rapatriement des anciens combattants, comme cela a été mentionné, notamment les combattants du M23. En République démocratique du Congo, le programme de désarmement, démobilisation et réintégration doit être décliné dans les plus brefs délais, au niveau des provinces en particulier.

Comme M. Mahtani l'a rappelé, la menace terroriste a crû dans la région. La France encourage le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies à consolider les capacités des États de la région. Le renforcement des mécanismes de coopération et le partage d'informations au sein de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe doit être une priorité.

J'en viens à mon deuxième point : l'importance de continuer à traiter les causes profondes de l'ensemble de ces conflits.

Le dixième sommet du Mécanisme régional de suivi a réaffirmé la pertinence de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Les engagements qui ont été pris doivent aujourd'hui se traduire en actes. Et je pense notamment à l'élimination des tensions par les voies politiques et diplomatiques.

La coopération régionale doit promouvoir en particulier la bonne gestion des ressources naturelles. Le Secrétaire exécutif de la CIRGL l'a rappelé, les Ministres des mines ont poursuivi leurs travaux pour renforcer la traçabilité et la certification des ressources. Les recommandations de l'atelier régional de Khartoum doivent être appliquées.

Les populations doivent bien sûr être au cœur de notre attention. L'égalité des droits des femmes et la parité dans la vie politique sont des objectifs prioritaires. La France salue à cet égard l'établissement d'un réseau de femmes-entrepreneurs dans la région, qui a été mentionné plus tôt.

La protection des droits de l'homme bien entendu contribuera à la stabilité de la région. Au Burundi, des progrès ont eu lieu en la matière et ces premiers gestes, ainsi que la nécessité qu'ils se poursuivent dans la durée, ont conduit l'Union européenne à lever les restrictions financières qui pesaient sur le Burundi. Nous continuerons d'accompagner le pays dans le cadre d'un dialogue politique en cours, via l'Union européenne en particulier.

Troisièmement, l'ensemble des objectifs de la stratégie régionale des Nations Unies doit être poursuivi. Je pense notamment aux questions de santé. Alors que le virus d'Ebola vient de ressurgir en République démocratique du Congo et que la maladie à coronavirus (COVID-19) continue de sévir, la France soutient le développement d'une stratégie régionale pour répondre à l'impact socioéconomique des épidémies.

Je pense par ailleurs à la justice. La conférence sur la coopération judiciaire, qui se tiendra à Kinshasa le mois prochain doit prolonger les engagements de la Déclaration de Nairobi sur la justice et la bonne gouvernance. L'Union européenne continuera à soutenir la lutte contre l'impunité et en faveur de la réconciliation. Dans le district de Bugesera au Rwanda en particulier, l'Union européenne fournit ainsi 2,5 millions d'euros pour promouvoir la cohésion et le dialogue entre les anciens condamnés et les survivants.

Enfin, se tient aujourd'hui une réunion de haut niveau sur le financement de la paix durable. La France appelle le Fonds pour la consolidation de la paix à soutenir toujours davantage les États des Grands Lacs et la mise en œuvre de la stratégie régionale.

Les défis persistent mais les États de la région ne sont pas seuls. La France continuera à les soutenir et à appuyer les efforts de l'Envoyé spécial sans réserve.

M. de Oliveira Freitas (Brésil) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à exprimer les remerciements de la délégation brésilienne à tous les intervenants pour les idées qu'ils ont partagées avec le Conseil de sécurité aujourd'hui.

Nous avons suivi attentivement les faits nouveaux survenus dans la région et souhaitons faire quelques observations ci-après sur la situation en matière de sécurité et sur un certain nombre d'aspects du processus de paix.

Les conditions de sécurité continuent de nous préoccuper vivement. La menace que représentent les groupes armés pour les pays de la région des Grands Lacs est toujours tangible, comme l'ont montré les événements tragiques du 5 avril dernier qui se sont produits en Ituri, en République démocratique du Congo. À cet égard, je tiens à réaffirmer que nous condamnons cet acte terrible, ainsi que toute attaque et provocation contre la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Outre les risques qu'elles représentent pour la vie des soldats de la paix, les activités des groupes armés, qui semblent malheureusement être

en augmentation, déstabilisent les communautés locales dans toute une série de domaines, allant des droits de l'homme au développement économique. Comme ces activités entraînent souvent des violences sexuelles, un manque d'accès à l'aide humanitaire, le recrutement d'enfants dans les conflits armés et l'exploitation illícite des ressources naturelles, pour ne citer que quelques réalités préoccupantes sur le terrain, elles peuvent compromettre les efforts en cours pour parvenir à une paix durable.

Pour préserver les progrès accomplis jusqu'à présent dans le cadre du processus de paix, il est impératif d'accélérer la mise en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Dans le même temps, il faut veiller à ce que les ex-combattants, les femmes et les jeunes aient accès à des possibilités économiques qui leur donnent les outils nécessaires pour améliorer leurs moyens de subsistance dans la période post-pandémique. Dans cet esprit, je voudrais exprimer notre appui à l'Envoyé spécial et souligner la contribution de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs, qui renforce la cohérence des initiatives de consolidation de la paix et vient les compléter.

Nous soulignons également l'importance que revêt l'appropriation locale pour parvenir à une paix et à une prospérité durables dans la région. À cet égard, nous saluons le rôle prépondérant et constructif joué par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. En outre, nous saluons le rôle moteur joué par le Kenya lors du conclave des chefs d'État sur la République démocratique du Congo. Nous espérons que leur rôle de facilitateur dans le dialogue entre les groupes armés et le Gouvernement de Kinshasa portera bientôt ses fruits. L'admission de la République démocratique du Congo au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est à la fin du mois de mars est une autre avancée positive que nous voulons saluer, car elle ouvre de nouvelles perspectives pour renforcer la coopération régionale à long terme.

Enfin, nous appelons tous les États de la région à persévérer dans la voie d'un dialogue politique inclusif. Aucune solution durable ne peut être trouvée sans la participation véritable de toutes les parties prenantes, y compris les femmes.

M^{me} Dautllari (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs exposés circonstanciés. Je me félicite également de la présence parmi nous aujourd'hui de nos collègues des pays de la région des Grands Lacs. Je concentrerai ma déclaration sur trois points principaux.

Premièrement, en ce qui concerne la coopération politique et ses tendances positives dans la région, l'Albanie a suivi les efforts diplomatiques menés pour normaliser les relations et renforcer la coopération entre les pays de la région des Grands Lacs, et certaines des réalisations que nous avons observées récemment, comme lors du conclave tenu à Nairobi, sont des mesures positives à cet égard.

Je me dois aussi de mentionner que l'Albanie appuie l'Envoyé spécial Huang Xia dans l'exercice de ses bons offices pour promouvoir le dialogue. La coopération régionale doit toujours inclure tous les pays concernés. Personne ne doit être exclu.

Deuxièmement, s'agissant de la situation sur le terrain, malgré le rapprochement en cours entre les États, les causes profondes des conflits sont trop complexes pour être considérées comme réglées, et les difficultés sont loin d'être surmontées. Comme nous l'avons entendu, les conditions de sécurité demeurent instables, notamment en ce qui concerne les liens avec les groupes terroristes internationaux. Cela nécessite une attention régionale accrue.

L'Albanie est vivement préoccupée par les conséquences des conditions de sécurité désastreuses pour les personnes les plus vulnérables, ainsi que par les violations des droits humains et du droit international humanitaire. Nous appelons toutes les parties prenantes à s'engager en particulier à protéger les femmes et les enfants contre les violences et les atteintes sexuelles, ainsi qu'à garantir la sécurité et l'accès sans entrave des partenaires humanitaires qui s'efforcent de porter secours aux populations.

Troisièmement, pour ce qui est de la nécessité d'une stratégie globale apportant des solutions durables, aucun règlement militaire ne peut à lui seul résoudre les problèmes de sécurité dans la région. Nos efforts doivent également être axés sur les besoins des populations locales, qui vont au-delà de la sécurité et du contrôle territorial. Afin de briser ce cycle de conflit, il est de la plus haute importance d'éteindre l'incendie qui continue de brûler, en premier lieu l'exploitation et le commerce illégaux des ressources naturelles. Ces phénomènes amplifient l'instabilité.

Nous nous félicitons que les ministres chargés des mines aient examiné les recommandations formulées à Khartoum. Cependant, il est impératif que ces recommandations soient rapidement mises en œuvre. Les ressources naturelles peuvent et doivent être un moteur de changement. Dans cet esprit, l'Albanie estime que tous les auteurs de violations doivent répondre de leurs actes.

Les garanties en matière de droits humains et de droit international humanitaire sont une condition préalable à une paix durable. L'Albanie considère que la justice transitionnelle est un outil important pour instaurer la confiance et favoriser la réconciliation. Nous encourageons par conséquent toutes les parties à faire de véritables progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi de 2019 sur la justice et la bonne gouvernance. Nous nourrissons l'espoir que la conférence ministérielle qui se tiendra à Kinshasa en mai produira des résultats concrets dans ce sens.

L'Albanie se fait l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général concernant la nécessité de rapatrier les combattants étrangers désarmés, en particulier ceux du Mouvement du 23 mars, et de consolider les programmes nationaux et régionaux de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Nous nous félicitons également du lancement de la Cellule opérationnelle du Groupe de contact et de coordination sur les mesures non militaires.

Enfin, l'Albanie estime que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région reste un catalyseur de la paix, et nous saluons les mesures prises par les chefs d'État au dixième sommet tenu à Kinshasa.

M. Kimani (Kenya) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prononcer cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Ghana et le Kenya. Nous remercions de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et M. Dinesh Mahtani.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité demeurent profondément préoccupés par les conditions de sécurité catastrophiques dans certaines parties de la région des Grands Lacs, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous condamnons dans les termes les plus forts les activités hostiles et les attaques meurtrières menées par des groupes armés et militants, notamment les Forces démocratiques alliées et le Mouvement du 23 mars, qui a refait surface.

Nous sommes heureux de constater qu'en contrepoint de cette tendance négative, un esprit grandissant de collaboration et d'intégration se fait jour dans la région, ce qui laisse présager des avancées dans la longue quête de paix et de sécurité. Nous appelons notamment l'attention du Conseil sur l'adhésion officielle de la République démocratique du Congo à la Communauté d'Afrique de l'Est. La Communauté compte désormais 300 millions d'habitants, et ses sept États membres continuent de mener un des exercices les plus vastes du monde en matière d'intégration du commerce, d'investissement et de libre circulation des personnes pour aboutir, à terme, à une fédération politique.

Comme les membres du Conseil le savent, le développement économique est essentiel pour réduire au minimum les risques de conflit, et une coopération politique régionale structurée est indispensable pour surmonter les menaces communes à la sécurité. Les groupes armés de la région continuent de porter atteinte à la sécurité des civils, tout en compromettant le développement économique.

Dans un esprit de coopération et de camaraderie régionales, le deuxième conclave régional des chefs d'État sur la République démocratique du Congo récemment s'est tenu avec succès à Nairobi le 21 avril. Ce conclave a été organisé par le Président Uhuru Kenyatta, qui assure la présidence de la Communauté d'Afrique de l'Est. Les décisions d'une grande portée qui y ont été prises sont présentées dans le communiqué publié peu après la réunion.

Nous souhaitons appeler l'attention du Conseil, compte tenu de ses propres mandats dans la région, sur les décisions prises par les dirigeants qui auront une incidence sur la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo. Comme d'autres membres du Conseil, nous sommes convaincus que la stabilisation durable d'une région est dans une large mesure déterminée par le succès des efforts déployés à cette fin.

Le conclave a adopté une initiative à deux volets visant à apporter la sécurité et la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo : premièrement, il s'agit d'engager un processus politique, sous la direction du Président Uhuru Kenyatta, pour faciliter les consultations entre la République démocratique du Congo et les groupes armés locaux ; et, deuxièmement, il est question d'accélérer la création d'une force régionale afin d'aider à endiguer et, si nécessaire, à combattre les forces hostiles sous la houlette de la République démocratique du Congo.

Pour faciliter la mise en œuvre de ces volets politique et militaro-sécuritaire, les dirigeants ont aussi pris les décisions suivantes.

Premièrement, tous les groupes armés de la République démocratique du Congo doivent participer sans condition au processus politique en vue de régler leurs griefs.

Deuxièmement, dans le cas contraire, tous les groupes armés de la République démocratique du Congo seraient considérés comme des forces hostiles et combattus militairement par la région.

Troisièmement, tous les groupes armés étrangers présents en République démocratique du Congo doivent déposer les armes et retourner sans condition et immédiatement dans leur pays d'origine.

Quatrièmement, dans le cas contraire, ces groupes seraient considérés comme des forces hostiles et combattus militairement par la région.

Nous demandons au Conseil de sécurité et au système des Nations Unies d'appuyer cette initiative régionale audacieuse. La volonté politique a toujours été, et continuera d'être, la clef de voûte du règlement des conflits prolongés et des violences à grande échelle dans la région des Grands Lacs. Peu de situations ont perduré aussi longtemps et ont été aussi difficiles à résoudre que l'insécurité chronique qui prévaut dans l'est de la République démocratique du Congo.

Nous nous félicitons du ferme soutien exprimé par le Secrétaire général. Forts de l'appui correspondant du Conseil de sécurité et portés par la volonté régionale, sous l'impulsion des pays de la région des Grands Lacs et conformément à leurs objectifs, nous pouvons accomplir beaucoup de choses.

Outre ces avancées prometteuses sur la question de la République démocratique du Congo, les trois membres africains du Conseil de sécurité plaident en faveur de nouveaux progrès dans le renforcement et la mise en œuvre de réseaux et de cadres régionaux qui contribueront à rendre la région des Grands Lacs plus sûre. Nous appelons en outre à soutenir les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration adaptés au contexte, qui prévoient le désengagement et la réintégration des ex-combattants des groupes qui ont recours à des idéologies et à des méthodes terroristes pour mener leurs opérations.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité appellent au renforcement de la coopération entre les missions des Nations Unies, les organes de la Conférence

internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et les bons offices de l'Envoyé spécial afin de lutter efficacement contre les activités des groupes armés.

S'agissant de la situation économique, les trois membres africains du Conseil de sécurité rappellent que la pauvreté est une cause profonde et une conséquence des conflits dans cette région. Il est regrettable que les populations de la région ne tirent pas profit de l'abondance des ressources naturelles dont disposent leurs pays. Il y a lieu de s'attaquer à l'exploitation et à l'exportation illégales de ces ressources, ainsi qu'à la concurrence qu'elles suscitent, y compris de la part d'acteurs internationaux et de groupes armés, afin de faire de ces ressources non plus une malédiction mais une bénédiction.

Les pays de la région doivent honorer les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale et le trafic des ressources naturelles de la CIRGL, ce qui inclut la mise en place de systèmes internes de contrôle, de surveillance et de vérification en vue d'éliminer le commerce illicite de minéraux.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité saluent le rôle précieux joué par la Commission de consolidation de la paix, aux côtés de ses principaux partenaires, notamment les institutions financières internationales et le Fonds pour la consolidation de la paix, pour appuyer la coopération transfrontière dans la région. Nous nous félicitons dès lors de l'avis écrit rendu par la Commission de consolidation de la paix et exhortons le Conseil à fournir un soutien dans les domaines de travail recensés, notamment la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs.

Pour terminer, nous saluons les efforts déployés par l'Envoyé spécial et son équipe compétente pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région au moyen de leurs bons offices, de leurs activités de plaidoyer et de la diplomatie préventive, ainsi que d'activités de renforcement des capacités, qui sont bénéfiques pour les pays de la région.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens tout d'abord à remercier de leurs exposés respectifs l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M. Huang Xia ; le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, M. João Samuel Caholo ; et M. Dinesh Mahtani.

Je salue la présence des Représentants permanents du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo à la présente séance et me réjouis à la perspective d'entendre leurs déclarations. J'ai par ailleurs écouté avec beaucoup d'attention la déclaration faite par le Représentant permanent du Kenya au nom des trois pays africains membres du Conseil de sécurité ; nous devrions accorder à leurs points de vue sur cette question toute l'importance voulue.

Ces derniers temps, nous avons été témoins de fréquents échanges diplomatiques entre les pays de la région, de la consolidation de la confiance politique mutuelle et du renforcement de la coopération régionale, autant d'évolutions qui ouvrent de nouvelles perspectives pour la région. Dans le même temps, la situation en matière de sécurité sur le terrain demeure très fragile. La recrudescence des violences perpétrées par des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo est préoccupante, et les obstacles chroniques à la paix et au développement de la région doivent faire l'objet d'une attention accrue. La mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région demeure essentielle pour y instaurer une paix et une stabilité pérennes. Aujourd'hui, je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, il est impératif de maintenir l'élan politique en faveur du dialogue et de la réconciliation. Le règlement des questions régionales exige un renforcement de la confiance mutuelle, de la solidarité et de la coopération entre les pays de la région. La Chine se félicite des progrès accomplis dans la normalisation des relations entre le Rwanda et l'Ouganda, ainsi qu'entre le Burundi et le Rwanda.

Nous saluons l'engagement pris par les dirigeants régionaux au dixième sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération d'accroître les échanges diplomatiques, de promouvoir des relations amicales et de désamorcer les tensions par des voies politiques et diplomatiques. Dans le traitement de questions complexes et sensibles telles que celles ayant trait à la sécurité des frontières et aux ressources naturelles, le respect des principes susmentionnés revêt une importance toute particulière et contribuera à renforcer la confiance politique mutuelle.

La communauté internationale doit respecter le rôle de chef de file que jouent les pays et les organisations de la région et appuyer les efforts qu'ils déploient

en vue de régler les différends de manière indépendante par le dialogue et la concertation et de maintenir l'élan en faveur de l'amélioration des relations dans la région.

Deuxièmement, il est essentiel de maintenir conjointement la paix et la sécurité régionales. Tant l'histoire que les réalités actuelles nous enseignent que les pays de la région des Grands Lacs sont interdépendants et indissociables du point de vue de la sécurité. Dans le contexte actuel, les risques pesant sur la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo se propagent aux pays voisins. Cette évolution mérite toute notre attention. Tous les pays doivent adopter un concept de sécurité commun, global, durable et fondé sur la coopération, ainsi que respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun.

La semaine dernière, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda ont tenu un sommet régional à Nairobi, témoignant ainsi de la volonté des pays de la région de s'attaquer ensemble aux problèmes de sécurité communs et de contribuer au lancement du processus politique en République démocratique du Congo. La Chine juge ces avancées encourageantes.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général et exhortons les groupes armés de la République démocratique du Congo à participer sans condition au processus politique. Nous espérons que la constitution d'une force régionale contribuera à instaurer la paix dans la région.

Troisièmement, il est important de prêter une attention accrue aux solutions non militaires et d'investir dans celles-ci. Les moyens militaires ne permettront pas d'éliminer les causes profondes du conflit en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs. Il est nécessaire de recourir à une approche globale. L'essentiel est d'aider les communautés locales à sortir de la pauvreté et de prévenir les conflits induits par la misère. Il s'agit également de l'objectif principal énoncé dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Pour lutter contre l'exploitation illégale et le trafic de ressources naturelles, des mesures de répression sont nécessaires. Parallèlement à la répression des activités illégales, les pays de la région devraient également promouvoir le commerce licite, établir une ceinture industrielle et une chaîne d'approvisionnement régionales et faire des ressources naturelles un point fort de la coopération régionale.

Les mesures de sanction prises à cet égard par le Conseil de sécurité ne doivent pas être utilisées à mauvais escient, et encore moins devenir un outil destiné à évincer d'autres acteurs politiques et commerciaux. La Chine attend avec intérêt la mise en œuvre rapide des décisions prises durant l'atelier de haut niveau sur les ressources naturelles à Khartoum et espère que la Conférence sur l'investissement et le commerce dans la région des Grands Lacs offrira davantage de possibilités de développement régional.

Les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration menés par les pays de la région doivent s'attacher à fournir des moyens de subsistance aux ex-combattants afin de briser le cercle vicieux de la violence motivée par le profit.

Quatrièmement, il convient de créer des synergies pour aider les pays de la région à relever les défis qui se présentent. À l'heure actuelle, les difficultés croissantes qui se posent dans les secteurs alimentaire, énergétique et financier à l'échelle mondiale, ainsi que la lenteur de la reprise économique, ont eu des conséquences complexes sur la région des Grands Lacs. Cette situation entrave les efforts déployés au niveau régional pour faire face aux problèmes humanitaires, de développement, de réfugiés et de pandémies. La Chine continuera d'aider la République démocratique du Congo à transformer ses ressources en avantages pour son développement. Nous appelons la communauté internationale à renforcer son soutien en faveur des pays de la région et à promouvoir une coopération pragmatique dans des domaines clefs tels que la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, le financement du développement et l'industrialisation, afin de parvenir à des résultats gagnant-gagnant et à un développement commun.

Nous espérons que les organismes des Nations Unies dans la région créeront des synergies dans l'application de la nouvelle stratégie et du plan d'action pour la région des Grands Lacs. La mobilisation de ressources à partir de diverses sources peut aider les pays de la région à améliorer de manière tangible le bien-être de la population. La Chine apportera son soutien au Bureau de l'Envoyé spécial par l'intermédiaire du Fonds Chine-ONU pour la paix et le développement et d'autres canaux, et continuera à renforcer la coopération bilatérale et multilatérale avec les pays et les organisations de la région en vue d'appuyer les efforts de paix, de sécurité et de développement.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial, M. Xia, de son

exposé. Je remercie également le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), M. Caholo, ainsi que M. Dinesh Mahtani.

Je voudrais axer mon intervention d'aujourd'hui sur deux points : l'importance de la coopération régionale et les défis à relever si nous voulons que la paix et la prospérité règnent dans la région des Grands Lacs.

L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région demeure indispensable à l'instauration d'une paix durable et pérenne dans la région des Grands Lacs. La reprise des réunions du Mécanisme régional de suivi en février constitue une avancée notable et bienvenue. Nous nous félicitons également que les pays signataires aient réaffirmé leur attachement aux objectifs de l'Accord-cadre et à sa mise en œuvre.

Dans son exposé, l'Envoyé spécial Xia présente des exemples encourageants de mesures prises pour normaliser les relations par la voie diplomatique et le dialogue. L'Irlande salue les progrès réalisés à cet égard.

L'adhésion de la République démocratique du Congo à la Communauté d'Afrique de l'Est constitue une étape importante dans le sens d'une intégration et d'une coopération économiques accrues à l'échelle régionale. L'Irlande a parfaitement conscience des avantages que procurent le partenariat et la coopération à l'échelon régional dans la consolidation de la paix et de la prospérité, et nous espérons non seulement que cette adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est se traduira par un resserrement des liens économiques, mais qu'elle favorisera également l'instauration d'une prospérité partagée et d'une paix durable.

Le conclave sur la République démocratique du Congo qui s'est tenu la semaine dernière à Nairobi témoigne une nouvelle fois de l'engagement des pays de la région à œuvrer de concert en faveur de la paix et de la sécurité régionales. La participation future de l'Organisation des Nations Unies, de la CIRGL, de la Communauté d'Afrique de l'Est et d'autres parties prenantes peut encore consolider cette initiative.

La stabilité de la région est, bien entendu, tributaire de la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo. Pourtant, les conditions de sécurité y sont toujours fragiles et l'on constate une recrudescence des activités des groupes armés, notamment des attaques visant des civils. Cette situation soulève de graves préoccupations.

Nous prenons acte des opérations militaires conjointes menées actuellement par la République démocratique du Congo et l'Ouganda. Ces opérations doivent être menées dans le respect des obligations qui découlent du droit international, notamment du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et doivent garantir la protection des civils. Il convient également d'assurer une communication et une coordination efficaces avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Les moyens militaires à eux seuls ne suffisent pas pour relever les défis auxquels la région est confrontée. Il est essentiel d'adopter une approche cohérente pour s'attaquer aux causes profondes et aux moteurs des conflits. Nous estimons qu'il est indispensable de garantir une participation véritable des femmes aux efforts de consolidation de la paix, et il est encourageant de constater l'engagement en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. L'adoption d'un plan d'action régional pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) constitue une évolution importante. Nous devons à présent veiller à ce qu'il soit assorti des ressources nécessaires et appliqué.

Nous savons toutes et tous que l'exploitation illégale des minéraux et des ressources naturelles demeure un important facteur d'instabilité, aussi saluons-nous les efforts continus de la CIRGL dans ce domaine ; nous félicitons également les ministres des États membres de la CIRGL d'avoir approuvé les recommandations issues de l'atelier régional de haut niveau sur les ressources naturelles dans la région des Grands Lacs.

La semaine dernière, durant la réunion organisée par l'Irlande selon la formule Arria, nous avons appris que, tragiquement, le monde devrait connaître en 2022 la pire situation d'insécurité alimentaire jamais enregistrée, et les conflits en sont une des causes principales. Le lien entre conflits et faim apparaît clairement en République démocratique du Congo, où le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë devrait être le plus élevé au monde. Nous exhortons toutes les parties à garantir la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et à accorder un accès sans entrave à l'aide humanitaire.

Des efforts renouvelés sont nécessaires pour mettre un terme aux souffrances des populations vulnérables. L'Irlande salue les efforts déployés pour élaborer une stratégie régionale de solutions durables concernant les populations déplacées. Nous demeurons préoccupés

par la hausse marquée des signalements de violations des droits humains et atteintes à ces droits, et nous appelons tous les pays de la région des Grands Lacs à veiller à ce que les auteurs de ces actes en répondent.

Enfin, l'Irlande salue les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la stratégie régionale des Nations Unies et de son plan d'action, lesquels sont appelés à compléter utilement la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Nous nous faisons donc l'écho de l'appel du Secrétaire général à apporter un appui soutenu au titre de son application.

M. Ravindran (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier l'Envoyé spécial, M. Huang Xia, de ses informations actualisées sur la situation dans la région des Grands Lacs. Je remercie également l'Ambassadeur Caholo et M. Dinesh Mahtani de leurs exposés, et je salue la présence parmi nous aujourd'hui des représentants du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo.

Les exposés présentés aujourd'hui montrent clairement que la région des Grands Lacs a connu une évolution positive depuis la précédente séance d'information du Conseil de sécurité (voir S/PV.8884). Les pays de la région ont poursuivi leurs échanges réguliers, sur le plan tant bilatéral que multilatéral, y compris au plus haut niveau, afin de consolider leurs relations et de traiter les questions d'intérêt commun en suspens. La communauté internationale doit continuer à encourager ces avancées. Les obstacles historiques qui entravent toujours les progrès doivent faire l'objet de solutions ancrées dans la région et prises en main par les pays qui la composent. Nous devons toutes et tous œuvrer de concert avec ces derniers, dans le respect de leurs priorités nationales.

Parmi les faits marquants, citons la tenue, le 24 février, du dixième Sommet du Mécanisme régional de suivi. Nous saluons la détermination des dirigeants de la région à honorer les engagements pris dans l'Accord-cadre, en particulier s'agissant de mettre en œuvre une approche globale pour éliminer la menace des groupes armés par des mesures tant militaires que non militaires.

Nous nous félicitons également du communiqué publié à l'issue du deuxième conclave régional des chefs d'État sur la République démocratique du Congo, qui s'est tenu à Nairobi le 21 avril et qui a adopté une approche à deux volets axée sur le renforcement de la sécurité et le processus politique, dans le but de garantir une paix durable. Nous espérons que tous les groupes

armés participeront au processus de dialogue consultatif proposé, et nous les appelons à déposer les armes et à se conformer aux conditions posées en vue du dialogue. Nous prenons acte avec satisfaction des initiatives des chefs d'État de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) concernant la feuille de route conjointe pour la paix en République centrafricaine, et nous encourageons le Gouvernement centrafricain à poursuivre ses efforts à cet égard.

Si des progrès louables ont été réalisés sur le plan politique, les conditions de sécurité dans la région des Grands Lacs demeurent instables. Les activités de groupes armés tels que les Forces démocratiques alliées et les signes de résurgence du Mouvement du 23 mars sont préoccupants et il faut y remédier avec fermeté. Les violences perpétrées par les groupes armés entretiennent un climat d'insécurité, causant la perte de vies innocentes, des déplacements, la perte de moyens de subsistance et un sentiment d'abattement parmi la population locale. Les statistiques tirées des récents exposés au Conseil de sécurité sont alarmantes : les cas de violence sexuelle ont doublé ces deux dernières années en République centrafricaine, et environ 16,3 millions de déplacés ont été recensés dans la région, la République démocratique du Congo en comptant à elle seule quelque 6,7 millions. Il serait irréaliste d'attendre un retour volontaire de ces déplacés dans leurs foyers alors que les actes de violence sont toujours monnaie courante.

L'Inde est préoccupée par la recrudescence, ces derniers mois, des attaques terroristes dans la région, notamment en Ouganda et en République démocratique du Congo. Nous condamnons fermement ces attaques et exprimons nos condoléances aux familles de ceux qui ont été tués. Les liens qu'entretiennent les groupes armés de la région avec des groupes terroristes extérieurs doivent faire l'objet d'une surveillance constante et être étouffés dans l'œuf. Les préoccupations que suscitent ces liens ont également été soulignées dans le communiqué publié à l'issue de la réunion du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. La poursuite de la lutte mondiale contre le terrorisme ne peut ni ne doit être compromise au nom d'intérêts politiques étroits.

L'Inde salue la mise en place à Goma, par les pays de la région, de la cellule opérationnelle du Groupe de contact et de coordination. Nous espérons qu'elle servira de centre de coordination utile. Il sera important de coordonner le Groupe de contact et de coordination avec le

Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation de la République démocratique du Congo, récemment validé. L'Inde encourage une collaboration étroite entre le Groupe et le Réseau de coopération judiciaire de la région des Grands Lacs, afin de garantir que les groupes armés qui commettent des crimes transfrontières soient amenés à en répondre.

L'exploitation illégale, le trafic et le commerce illicite des ressources naturelles ont envenimé le conflit armé dans la région des Grands Lacs. Tout en prenant acte des efforts déployés actuellement à l'échelle régionale, nous rappelons qu'il est important d'améliorer les processus de traçabilité et de certification des ressources naturelles, en particulier l'or, compte tenu de son rôle dans le financement des groupes armés. Nous souscrivons également à l'appel à procéder à une évaluation exhaustive de l'Initiative régionale de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans chaque pays, ainsi qu'à intégrer les recommandations de l'atelier de haut niveau sur les ressources naturelles, qui s'est tenu à Khartoum l'année dernière, dans les plans stratégiques nationaux et régionaux en matière de minéraux des membres de la CIRGL.

Nous ne doutons pas que la pleine participation des femmes à la paix et au développement, sur un pied d'égalité avec les hommes, constitue le socle de la consolidation durable de la paix dans la région des Grands Lacs. Nous nous félicitons des efforts visant à renforcer la participation des femmes et des jeunes aux processus politiques et à la consolidation de la paix.

L'Inde entretient des relations bilatérales étroites avec tous les pays de la région des Grands Lacs, le moteur de ces relations étant les décennies de contacts interpersonnels et la présence d'une importante diaspora indienne dans la région, qui contribue concrètement à son développement socioéconomique. Notre coopération porte sur un large éventail de secteurs, notamment la santé, l'éducation, l'agro-industrie, les projets d'infrastructure et le renforcement des capacités. Dans le cadre des efforts globaux que nous déployons pour lutter contre la pénurie de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19) dans la région, l'Inde a fourni plus de 7 millions de doses de vaccin à ce jour, et nos soldats de la paix dans la région jouent un rôle de premier plan s'agissant d'appuyer la reconstruction après les conflits. L'Inde reste fermement déterminée à soutenir les pays de la région des Grands Lacs dans leur quête de paix, de développement et de prospérité et à nouer des partenariats avec eux.

M^{me} Alhefeiti (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie tout d'abord M. Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, de son exposé détaillé, et je lui exprime la reconnaissance de mon pays pour ses efforts visant à appuyer la paix dans la région. Je remercie également M. Caholo des informations précieuses qu'il nous a fournies. Nous avons également écouté l'exposé de M. Mahtani, et saluons la participation des représentants du Rwanda, de la République démocratique du Congo et du Burundi à la présente séance.

Depuis la dernière séance d'information du Conseil sur les Grands Lacs (voir S/PV.8884), la région a connu plusieurs faits nouveaux positifs, en particulier en ce qui concerne le renforcement des relations diplomatiques entre les pays de la région. Cette dynamique peut se voir, par exemple, dans la réouverture de la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda en janvier dernier et, de manière plus générale, dans la stabilité accrue le long des frontières des pays de la région des Grands Lacs. Les Émirats arabes unis saluent les efforts déployés par les dirigeants des États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) pour appuyer la paix et la stabilité en République démocratique du Congo et dans l'ensemble de la région, notamment leurs récentes initiatives visant à renforcer le dialogue constructif afin de régler les problèmes qui perdurent.

Nous convenons également que la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région est essentielle et indispensable, comme indiqué dans la dernière déclaration de la présidence du Conseil sur la région des Grands Lacs (S/PRST/2021/19), qui a été adoptée en octobre dernier et facilitée par le Kenya. Toutefois, cette mise en œuvre doit s'accompagner d'un appui aux initiatives qui permettent d'échanger des vues et de s'appuyer sur une vision régionale commune de la paix, qui réponde aux besoins et aux aspirations des peuples de la région. À cet égard, la tenue, à Kinshasa, du Sommet sur le Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération est un exemple de ces initiatives encourageantes, qui s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs.

L'autonomisation économique des pays de la région et le renforcement des relations commerciales restent des facteurs clefs pour consolider la paix. Nous saluons les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour stimuler la croissance économique et lutter contre la

pauvreté dans la région. Les efforts des membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et l'adhésion de la République démocratique du Congo à la CAE sont des mesures importantes qui permettront d'améliorer l'intégration économique des pays de la région et de servir les intérêts de ses peuples en matière de développement et de prospérité.

Compte tenu du rôle actif que jouent les femmes dans l'édification de sociétés pacifiques, prospères et résilientes face à divers problèmes, nous soulignons l'importance de garantir leur participation pleine et véritable, sur un pied d'égalité avec les hommes, à tous les volets socioéconomiques et politiques, tout en leur assurant la protection dont elles ont besoin. Le lancement récent du Réseau des femmes entrepreneures des Grands Lacs est une illustration concrète de la détermination de la région à atteindre ces objectifs.

Comme l'a noté le Secrétaire général, pour assurer la stabilité de la région à long terme, nous devons nous attaquer aux causes profondes des conflits, mettre fin à la violence perpétrée par les groupes armés et régler les crises humanitaires, tout en permettant aux peuples de la région de prendre l'initiative d'instaurer la paix et la prospérité souhaitées. Nous soulignons que la lutte contre la violence à l'égard des civils et des travailleurs humanitaires, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo, appelle une réponse collective de la part des pays de la région, qui soit appuyée par la communauté internationale.

Pour terminer, les Émirats arabes unis soulignent leur engagement à appuyer les efforts déployés par l'ONU et par tous les partenaires régionaux, ainsi que ceux visant à instaurer la confiance et à consolider la paix, afin de tracer une nouvelle voie vers la prospérité et la stabilité dans la région.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M. Xia, de son exposé riche en informations et de s'être joint à nous aujourd'hui. Je tiens également à remercier les autres intervenants de leurs exposés très utiles et intéressants.

Les États-Unis continuent d'appuyer la stratégie régionale des Nations Unies pour les Grands Lacs. Nous engageons l'Envoyé spécial Xia à agir aussi rapidement que possible pour mettre en œuvre la stratégie régionale en faisant usage des bons offices de l'ONU, en partenariat avec les dirigeants de la région, pour obtenir des progrès concrets sur les objectifs énoncés dans le plan d'action de la stratégie, ainsi que dans l'Accord-cadre.

Nous nous félicitons de la coopération régionale, comme en a témoigné le dixième sommet du Mécanisme régional de suivi, et appelons maintenant à une mise en œuvre intégrale. Nous saluons également les autres efforts pour renforcer la sécurité régionale par l'intermédiaire de nouveaux accords bilatéraux et du mini-sommet sur la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs. Nous encourageons l'Envoyé spécial à progresser dans la lutte contre les risques de conflit et de corruption associés au commerce des minéraux de la région, notamment en collaborant avec des investisseurs internationaux, des syndicats de mineurs et de travailleurs des mines et des négociants.

Les États-Unis prennent acte des mesures que prend la région en vue d'une intégration économique régionale, et accueillent avec satisfaction l'adhésion de la République démocratique du Congo à la Communauté d'Afrique de l'Est. Nous jugeons encourageantes les récentes initiatives sous-régionales, telles que la création du Groupe de contact et de coordination, pour lutter contre les groupes armés dans la partie orientale de la République démocratique du Congo à l'aide de mesures non militaires.

Bien sûr, comme nous l'avons entendu, il reste des défis majeurs que la communauté internationale, le système des Nations Unies et la région des Grands Lacs doivent relever collectivement. À la lumière de ce qui précède, nous sommes très préoccupés par la poursuite des violences intercommunautaires et par l'intensification des activités des groupes armés, en particulier l'État islamique d'Iraq et de Syrie – République démocratique du Congo, également connu sous les noms de Forces démocratiques alliées, la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), le Mouvement du 23 mars et de nombreux autres groupes armés locaux.

Nous restons déterminés à coopérer avec d'autres États Membres de l'ONU pour faire un usage robuste du régime de sanctions créé par la résolution 1533 (2004). Nous insistons sur la nécessité d'appliquer le principe de responsabilité pour mettre fin à l'impunité des acteurs qui alimentent le conflit en République démocratique du Congo et dans l'ensemble de la région des Grands Lacs.

La coopération entre la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs reste très importante pour trouver et mettre en œuvre des solutions politiques qui permettront d'endiguer les flux d'éléments armés, d'armes et de ressources naturelles qui menacent la paix et la stabilité de la République démocratique du Congo.

Les États-Unis condamnent avec force toutes les attaques contre les civils, notamment l'attaque commise le 1^{er} février dernier contre le camp de déplacés de Plaine Savo, lorsque des assaillants de la CODECO ont massacré plus de 60 personnes, principalement des femmes et des enfants, avant que la MONUSCO n'intervienne conjointement avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour repousser l'assaut. Nous déplorons également le décès d'au moins 32 soldats des FARDC, dont il a été fait état.

Les États-Unis appellent tous les acteurs à mettre fin à la violence et à toute violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Nous condamnons vigoureusement toutes les attaques contre les travailleurs humanitaires.

Pour terminer, les États-Unis se félicitent des efforts que continue de déployer la MONUSCO, en concertation avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, pour protéger les civils contre les groupes armés dans l'est du pays et pour démanteler les réseaux illicites qui alimentent leurs campagnes violentes contre les populations civiles. Les États-Unis soulignent l'importance de la mise en œuvre intégrale de la résolution 2612 (2021) et rappellent que toute la force de la MONUSCO, y compris la brigade d'intervention de la force, doit adopter une approche dynamique et énergique de la protection des civils, en particulier alors que des groupes armés tels que l'État islamique d'Iraq et de Syrie – République démocratique du Congo et la CODECO intensifient leurs attaques contre les groupes vulnérables.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je tiens à mon tour à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M. Xia, de son exposé riche en informations, ainsi que M. Caholo et M. Mahtani de leurs précieuses contributions. Qu'il me soit également permis de présenter nos condoléances les plus sincères aux familles des soldats de la paix récemment tombés en République démocratique du Congo. Cela souligne que la sécurité de nos Casques bleus doit être assurée en toutes circonstances.

La détérioration de la situation humanitaire et des conditions de sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo est très préoccupante et entraîne des déplacements à grande échelle. Certaines informations font également état d'une augmentation du nombre d'acrochages transfrontaliers et du niveau global d'activité des groupes armés, et ce, malgré l'état de siège qui a été déclaré dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu,

en République démocratique du Congo. Par ailleurs, les signalements de graves violations des droits humains et atteintes à ces droits commises par des acteurs étatiques et non étatiques sont également en hausse. La rivalité liée aux ressources naturelles est un des dénominateurs communs de ces évolutions négatives.

Pour atténuer la menace qui pèse sur les civils, y compris les enfants, nous devons nous attaquer aux causes profondes des conflits. Les mesures militaires doivent s'accompagner d'un dialogue politique concerté, d'efforts de consolidation de la paix et de projets visant à promouvoir le développement économique et social, tant en République démocratique du Congo que dans l'ensemble de la région des Grands Lacs. Nous exhortons toutes les parties prenantes concernées à lutter contre l'exploitation illicite des ressources naturelles, à promouvoir des approches durables du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, et à renforcer davantage la coopération régionale.

La participation des femmes est indispensable pour promouvoir une paix durable dans la région. Nous saluons donc le travail des acteurs régionaux, parmi lesquels la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et le Conseil consultatif pour les femmes, la paix et la sécurité. Leur action est cruciale pour garantir une participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux processus de paix et aux processus politiques. L'adoption du plan d'action régional pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), aligné sur la stratégie régionale et la politique régionale révisée de la CIRGL pour les questions de genre, constitue également une avancée importante.

La mise en œuvre, le suivi et la poursuite des consultations seront essentiels dans les mois à venir. La Norvège continuera d'appuyer ces efforts dans le cadre de sa coopération permanente avec le Bureau de l'Envoyé spécial.

La Norvège se félicite également des efforts déployés pour renforcer la coopération régionale et reconnaît la tendance positive à l'instauration de la confiance et de relations de bon voisinage entre les pays de la région. Le dixième Sommet du Mécanisme régional de suivi, qui s'est tenu à Kinshasa le mois dernier, a constitué une étape importante. L'adhésion de la République démocratique du Congo à la Communauté d'Afrique de l'Est est également encourageante et nous nous félicitons des pourparlers en cours à Nairobi entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les groupes armés dans l'est du pays.

En février, le Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs a discuté de l'évolution de la situation régionale, ainsi que de la Stratégie des Nations Unies pour la région. L'étape suivante consiste à utiliser ces plateformes pour passer à l'action. Nous exhortons toutes les parties prenantes à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la mise en œuvre du plan d'action approuvé par le Conseil l'année dernière.

L'instabilité caractérise depuis trop longtemps la vie des habitants de la région des Grands Lacs. Une paix durable doit être assurée pour donner aux populations l'avenir qu'elles méritent. La Norvège se tient prête à collaborer avec tous les acteurs dans cette perspective.

M. Gómez Robledo Verduzco (Mexique) (*parle en espagnol*) : Ma délégation remercie comme toujours les intervenants d'aujourd'hui : l'Envoyé spécial du Secrétaire général, le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le représentant de la société civile, M. Mahtani.

Je voudrais en premier lieu souligner les très importants efforts diplomatiques qui continuent d'être déployés au niveau régional. Les engagements pris au dixième Sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, qui s'est tenu à Kinshasa en février, en sont l'illustration. Nous encourageons à intensifier ces échanges dans le but de promouvoir les relations de bon voisinage et la coopération.

Dans le domaine de l'intégration économique, le Mexique se félicite de l'adhésion de la République démocratique du Congo à la Communauté d'Afrique de l'Est. Il s'agit d'une étape importante pour la création de perspectives socioéconomiques et pour le développement de la région. De même, les efforts menés par le conclave de cette organisation pour promouvoir la paix et la stabilité en République démocratique du Congo, ainsi que l'initiative à deux volets qu'il a adoptée, sont encourageants, surtout compte tenu de la détérioration des conditions de sécurité dans ce pays.

Deuxièmement, je note avec préoccupation l'intensification de l'activité des groupes armés, tels que les Forces démocratiques alliées, la Coopérative pour le développement du Congo et le Mouvement du 23 mars, dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo, qui vient s'ajouter aux incursions et accrochages transfrontaliers. Nous condamnons les violences qui ont eu lieu ces dernières semaines, en

particulier l'attaque contre le personnel de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, au cours de laquelle un membre de la Mission a été tué. Nous ne devons jamais oublier que les attaques délibérées contre le personnel des opérations de maintien de la paix constituent des crimes de guerre ; c'est pourquoi nous soulignons la nécessité d'enquêter sur cette affaire, ainsi que sur l'accident d'hélicoptère qui a causé la mort de huit personnes dans la région de Rutshuru.

Malgré l'adoption de mesures extraordinaires, comme l'état de siège qui a été décrété il y a bientôt un an, l'augmentation de la violence démontre une fois de plus qu'il n'existe pas de solutions purement militaires. Nous réaffirmons l'importance de s'attaquer aux causes profondes de la violence, notamment les discours de haine qui génèrent des tensions intercommunautaires. Nous appelons également à donner la priorité à la mise en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration dans la région et à d'autres mesures non militaires qui favorisent la création de possibilités économiques pour la population et instaurent la confiance.

Troisièmement, en ce qui concerne l'application du principe de responsabilité, nous soulignons les actions entreprises pour renforcer la coopération judiciaire entre les pays de la région. Nous espérons que ces efforts donneront la priorité à la lutte contre l'impunité des crimes tels que l'exploitation illicite et le trafic de ressources naturelles, ainsi que le transfert irresponsable d'armes légères et de petit calibre. Ces deux phénomènes entretiennent matériellement les cycles de violence et représentent un obstacle de plus au développement de la région.

Quatrièmement, nous soulignons l'importance d'une participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux processus de prévention des conflits dans la région, ainsi qu'à la création de possibilités de développement économique. Le lancement du Réseau des femmes entrepreneures des Grands Lacs est une étape positive qui doit être maintenue et reproduite.

Enfin, nous réaffirmons notre appui aux efforts de l'Envoyé spécial pour appliquer le plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour les Grands Lacs, ainsi qu'aux travaux de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et d'autres organisations sous-régionales qui œuvrent de concert pour relever des défis communs.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, et M. João Samuel Caholo, Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, de leurs exposés. Nous avons écouté très attentivement à l'exposé de M. Dinesh Mahtani.

Nous saluons la présence parmi nous des représentants de la République démocratique du Congo et d'autre pays de la région.

Il est clair que la fragilité des conditions dans l'est de la République démocratique du Congo a toujours des répercussions majeures sur la situation dans la région des Grands Lacs. Malheureusement, malgré les opérations militaires conjointes menées par des unités des forces congolaises et ougandaises et les efforts déployés par les soldats de la paix de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, nous constatons une intensification des activités des groupes armés illégaux dans l'est du pays.

Les événements du 29 mars, lorsqu'un hélicoptère déployé par la Mission de l'ONU a été abattu par des militants, avec à son bord le lieutenant-colonel Alexei Mizura, un observateur militaire russe, en sont une illustration tragique de plus. Nous présentons nos sincères condoléances aux familles et aux proches de tous les soldats de la paix qui ont été tués. Une enquête approfondie et transparente sur les circonstances de l'accident doit être menée, notamment par le Secrétariat, afin de veiller à ce que les responsables soient traduits en justice.

Nous prenons note avec inquiétude des informations faisant état de liens entre certains groupes armés illégaux opérant en République démocratique du Congo et des organisations terroristes. Nous réaffirmons notre engagement à lutter contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Nous restons convaincus que les mesures militaires ne peuvent à elles seules permettre de normaliser durablement la situation en République démocratique du Congo. Des efforts doivent être déployés pour garantir l'application intégrale de l'Accord-cadre de 2013 pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Tout doit également être fait pour améliorer la situation socioéconomique dans la région, mettre en œuvre efficacement les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration destinés aux ex-combattants et promouvoir les processus de réconciliation nationale.

L'exploitation illégale des ressources naturelles, qui sont utilisées par les militants pour financer leurs activités et renforcer leurs capacités de combat, reste également un problème urgent.

D'une manière générale, nous évaluons positivement la dynamique de dialogue instaurée entre les États de la région des Grands Lacs, ainsi que leur volonté de mettre en place une coopération concrète pour stabiliser la situation dans la région. Nous nous félicitons du rôle que jouent, pour maintenir la paix, les dirigeants des États de la région des Grands Lacs et les organisations sous-régionales, telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Nous espérons que le Sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, qui s'est tenu en février, favorisera la coopération sous-régionale et accélérera le processus de paix. Nous prenons également note de la récente réunion de haut niveau qui a eu lieu à Nairobi, au cours de laquelle les États de la région ont pu conclure des accords importants.

Nous appuyons pleinement les efforts fournis par l'ONU pour promouvoir la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs, ainsi que sa mobilisation en faveur du plan d'action pour sa mise en œuvre.

Pour notre part, nous sommes prêts à promouvoir la stabilisation de la région des Grands Lacs en encourageant le dialogue et une coopération constructive entre les pays de la région. Nous sommes attachés à une collaboration fructueuse avec les institutions et représentants compétents du système des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Pour commencer, je tiens à remercier l'Envoyé spécial Huang Xia, l'Ambassadeur Caholo et M. Mah-tani de leurs exposés d'aujourd'hui, ainsi que le Président de la Commission de consolidation de la paix des conseils qu'il a prodigués par écrit au Conseil de sécurité sur la région des Grands Lacs. Dans ma déclaration, je mettrai l'accent sur la dynamique des conditions de sécurité dans la région.

Le Royaume-Uni reste vivement préoccupé par l'instabilité de la situation en matière de sécurité dans la région des Grands Lacs, en particulier l'augmentation de la violence résultant de l'activité accrue des

groupes armés, notamment les Forces démocratiques alliées (ADF), la Coalition des démocrates congolais et la Résistance pour un État de droit au Burundi, ainsi que la réapparition du Mouvement du 23 mars (M23) et les liens signalés entre les ADF et le groupe « Province d'Afrique centrale de l'État islamique ». Ces éléments nous rappellent avec force à la nécessité de remédier au vide sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo.

Nous restons également préoccupés par la situation humanitaire dans la région des Grands Lacs, avec le déplacement à grande échelle de plus de 16 millions de personnes et les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, qui résultent principalement des violences perpétrées dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous sommes particulièrement préoccupés par la protection des civils dans le contexte des violences intercommunautaires dans la province de l'Ituri, en République démocratique du Congo, notamment les attaques récentes contre des camps de déplacés.

Les défis multidimensionnels auxquels est confrontée la région des Grands Lacs exigent une réponse multidimensionnelle. Le Royaume-Uni se félicite de la tendance positive à l'intensification de l'action diplomatique et du dialogue entre les pays de la région. Cela inclut les mesures prises en faveur d'une normalisation des relations entre le Rwanda et l'Ouganda et le récent conclave régional des chefs d'État sur l'est de la République démocratique du Congo, organisé par le Président Kenyatta à Nairobi.

Nous appelons les pays de la région à redoubler d'efforts afin d'améliorer la coopération régionale et de transformer les engagements en mesures tangibles en vue de régler les problèmes de sécurité communs, d'améliorer l'accès humanitaire et de réduire la violence.

Je demande également à l'Envoyé spécial Huang Xia et à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de continuer à travailler en étroite collaboration, y compris, le cas échéant, avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, afin d'aider les pays de la région à s'attaquer de manière globale à la menace que représentent le M23 et d'autres groupes armés, à favoriser l'instauration d'un climat de confiance entre les États de la région et à permettre la mise en œuvre du plan d'action des Nations Unies pour la région des Grands Lacs.

Le dernier point que je voudrais aborder porte sur les ressources naturelles, dont l'exploitation illégale est une source de financement pour les groupes armés et un moteur de conflit dans toute la région des Grands Lacs, comme nous l'avons entendu aujourd'hui. Nous soutenons fermement l'imposition de sanctions contre les personnes et entités jugées responsables de l'exploitation illicite des ressources naturelles. Nous continuerons de travailler avec la communauté internationale, y compris par l'entremise du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, pour veiller à ce que ces individus et entités répondent de leurs actes.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Rwanda.

M. Gatete (Rwanda) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, la République du Rwanda félicite le Royaume-Uni de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril et nous le remercions d'avoir organisé cette séance d'information importante.

Je remercie de leurs exposés instructifs l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Huang Xia, le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, l'Ambassadeur Samuel Caholo, et l'expert indépendant sur la région des Grands Lacs, M. Dinesh Mahtani. Je remercie également les membres du Conseil de sécurité de leurs déclarations.

La séance d'aujourd'hui est importante pour plusieurs raisons.

Premièrement, elle intervient à un moment où les économies et les systèmes socioéconomiques de la région des Grands Lacs sont en train de surmonter les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a exacerbé les problèmes qui existaient déjà dans la région.

De plus, la région des Grands Lacs est le théâtre de progrès politiques et d'une normalisation des relations entre ses pays membres, ce qui stimule la coopération régionale et renforce l'intégration.

La présente séance est également organisée à un moment opportun, peu après l'adhésion de la République démocratique du Congo à la Communauté d'Afrique de l'Est, ce qui constitue un jalon de plus vers le retour de la sécurité dans la région.

Le Rwanda est encouragé par les mesures prises durant le deuxième conclave régional des chefs d'État sur la République démocratique du Congo, organisé

par le Président de la Communauté d'Afrique de l'Est, S. E. M. Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya, le 21 avril 2021, trois semaines après que la République démocratique du Congo a officiellement rejoint la Communauté.

Le Rwanda se félicite que cette réunion ait abouti à un processus politique associant les groupes armés locaux de la République démocratique du Congo, ainsi qu'au désarmement et au rapatriement de tous les groupes armés étrangers. Cette initiative, qui bénéficie de l'appui de l'Union africaine, devrait permettre de rétablir la paix et la stabilité en République démocratique du Congo.

La réussite du processus de désarmement, démobilisation et réintégration des groupes armés est essentielle à l'instauration et au maintien d'une paix et d'un développement durables dans la région des Grands Lacs. C'est pourquoi nous appelons le Conseil de sécurité à appuyer ces efforts régionaux qui, en complément du cadre de paix et de sécurité existant, permettront de bâtir une paix durable dans la région des Grands Lacs.

Nous saluons les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour mettre en œuvre les priorités en matière de consolidation de la paix, telles qu'énoncées dans le plan d'action de la Stratégie régionale, sur la base des principes d'appropriation, de complémentarité et de partenariat. Ces actions complètent les efforts menés par la Communauté d'Afrique de l'Est.

Toutefois, il ne suffit pas de s'attaquer à la situation en matière de sécurité. Il est impératif que nous renforçons également la coopération en matière de développement économique dans la région des Grands Lacs. Cela se fait déjà au moyen d'investissements régionaux et du commerce transfrontière en place dans le Couloir central et le couloir nord de l'Afrique de l'Est, qui facilitent la circulation sans entrave des biens et des personnes.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'attachement indéfectible du Rwanda à la paix, à la sécurité et au développement dans notre région et au-delà.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Burundi.

M. Maniratanga (Burundi) : La délégation burundaise se félicite de la tenue de cette séance importante et voudrait remercier le Président du Conseil de sécurité pour ce mois d'avril de l'avoir convoquée.

La délégation burundaise félicite l'expert indépendant sur la région des Grands Lacs, Dinesh Mahtani, le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, João Samuel Caholo, tout comme l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Huang Xia, pour les exposés qu'ils ont faits. Le Burundi salue particulièrement l'engagement actif de l'Envoyé spécial pour faciliter la coopération et le développement dans la région des Grands Lacs.

Tout en se réjouissant de la coopération régionale dans le domaine du renseignement et des recommandations de la réunion de Bujumbura à l'attention des services nationaux de renseignement, la délégation burundaise appelle la communauté internationale à s'impliquer davantage pour la paix et le développement de la région des Grands Lacs.

Concernant les paragraphes 13 et 14 du rapport du Secrétaire général (S/2022/276), la délégation burundaise réfute les allégations contenues dans le paragraphe 13, faisant allusion à la présence d'éléments de la Force de défense nationale du Burundi et de membres de la jeunesse imbonerakure en République démocratique du Congo.

À ce sujet, je voudrais faire trois observations concernant le paragraphe susmentionné. Si le Burundi n'a pas réagi formellement à cette information, c'est que le Burundi ne considérerait pas opportun de réagir à toute provocation et à toute rumeur qui circule sur les réseaux sociaux. Qu'à cela ne tienne : le Burundi voudrait exprimer de la manière la plus formelle qu'il n'a pas déployé son armée en République démocratique du Congo.

Par ailleurs, le Burundi salue le communiqué du conclave des chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est et appelle toutes les forces négatives, y compris la Résistance pour un État de droit au Burundi, RED Tabara, à déposer les armes et à être rapatriées dans leur pays d'origine.

Deuxièmement, le groupe terroriste RED Tabara, basé dans l'est de la République démocratique du Congo et né après le coup d'État manqué de 2015 au Burundi, dispose en son sein de membres qui portent les uniformes multiples de différentes armées de notre région, obtenus régulièrement de plusieurs façons. Ce groupe collabore avec d'autres groupes terroristes, notamment les Forces démocratiques alliées, et constitue une menace pour la paix et la sécurité non seulement du Burundi et de la République démocratique du Congo, mais également de toute la sous-région.

Le groupe terroriste armé RED Tabara traverse quelquefois la frontière burundo-congolaise pour mener des actions terroristes au Burundi avec, entre autres, des jets de grenades sur la population innocente dans les agglomérations, le vol des biens de la population et des embuscades meurtrières contre des véhicules de passagers civils sans défense.

Troisièmement, en ce qui concerne la jeunesse, il est vraiment surprenant de voir que l'on parle de la présence de la jeunesse imbonerakure en République démocratique du Congo, au moment où le Burundi est considéré comme un modèle de réussite de l'encadrement de la jeunesse pour son autonomisation. Nous saisissons cette opportunité pour porter à la connaissance des membres du Conseil de sécurité et de la communauté internationale le fait que le modèle d'encadrement de la jeunesse burundaise, par le canal de coopératives initiées par le Gouvernement burundais, est facilité par la création de la Banque d'investissement des jeunes et de la Banque d'investissement pour les femmes et a produit comme résultat positif un mouvement massif, je dis bien un mouvement massif, d'exode urbain où on constate des jeunes quittant les villes pour aller dans les villages créer des associations coopératives de développement, concevoir des projets et profiter des financements de la Banque d'investissement des jeunes.

La jeunesse burundaise se trouve dans une logique de développement, et non dans d'autres logiques mentionnées au paragraphe 13 du rapport sous analyse. Elle est tellement bien encadrée à cet effet que le Burundi vient d'accueillir un dialogue continental sur les jeunes, la paix et la sécurité, auquel ont participé les jeunes ambassadeurs de l'Union africaine pour la paix, l'Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la jeunesse et les membres du groupe d'experts du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Ce dialogue continental a été sanctionné par la Déclaration de Bujumbura sur les jeunes, la paix et la sécurité. Tous les jeunes qui ont participé virtuellement et physiquement à ce dialogue ont vu que la jeunesse burundaise devrait servir de modèle à toute la jeunesse africaine.

Nous rejetons donc catégoriquement ces informations, qui sont le fruit de manipulations politiques à partir de l'opposition en exil.

Pour conclure, le Burundi ne ménagera aucun effort pour la paix et le développement dans la sous-région et se prépare activement à assurer, en 2023, la présidence tournante du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique du Congo.

M. Nzongola-Ntalaja (République démocratique du Congo) : J'aimerais vous remercier, Monsieur le Président, de nous avoir invités à participer à la présente séance, et je remercie aussi tous les membres pour les propos qui ont été présentés ici. J'en ai pris note, et nous allons certainement les considérer dans la prise de nos décisions concernant la stratégie de paix et de développement dans l'est de notre pays.

Qu'il me soit permis, au seuil de mon propos, de vous féliciter pour votre présidence du Conseil de sécurité pour ce mois d'avril et de vous remercier d'avoir pris l'initiative d'organiser la présente séance, qui porte sur la situation dans la région des Grands Lacs en général, et sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région en particulier.

Qu'il me soit aussi permis de saluer la présence de M. João Samuel Caholo, Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, et de M. Dinesh Mahtani, expert sur la région des Grands Lacs. À ces remerciements, je tiens à associer tous les membres du Conseil, comme je l'ai dit tantôt.

Ma délégation a pris acte du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (S/2022/276), que vient de nous présenter l'Ambassadeur Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, que j'ai eu l'honneur de rencontrer il y a deux jours et avec lequel j'ai eu un très bon échange de vues sur ce qui se passe dans notre région. Ma délégation apprécie à sa juste valeur le rapport sous examen, mais juge toutefois utile de faire quelques commentaires concernant les questions y évoquées, ainsi que sur les préoccupations soulevées par les membres du Conseil de sécurité.

Il n'est point besoin de rappeler l'importance de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, qui demeure à ce jour un instrument important pour l'instauration de la sécurité, de la paix et de la stabilité, prélude au développement durable de la région des Grands Lacs.

Le Président de la République démocratique du Congo, S. E. M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, depuis son accession au pouvoir, travaille sans relâche à

cette vision d'un changement de narratif dans la région des Grands Lacs. Il a poursuivi sa politique de renforcement des relations de bon voisinage et de coopération avec tous les dirigeants de la région. La tenue du dixième sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région le 24 février à Kinshasa, la participation du Chef de l'État aux différentes rencontres de haut niveau dans la région et la signature de nombreux accords bilatéraux avec les pays de la région, comme par exemple la coopération avec l'Ouganda dans la lutte contre les Forces démocratiques alliées (ADF), tout cela illustre cette détermination.

La partie est de la République démocratique du Congo doit être pacifiée. Cet objectif doit être atteint. Il faut mettre fin aux souffrances inqualifiables de la population de cette partie du pays, et nous parlons d'une guerre qui dure depuis plus de 25 ans. Il faut mettre fin aux souffrances de cette population et lui donner la chance de pouvoir améliorer ses conditions de vie. Ma délégation invite ici tous les signataires, les garants et les partenaires multisectoriels à œuvrer de manière consistante dans cette optique, qui est salubre non seulement pour la République démocratique du Congo, mais aussi pour toute la région. Cette dynamique dans la destinée de la région des Grands Lacs ne doit pas être gaspillée, mais plutôt capitalisée.

Ma délégation certes reconnaît que beaucoup a déjà été fait et qu'il y a des améliorations dans l'évolution des situations, comme souligné dans le rapport sous examen, mais les objectifs majeurs recherchés de la paix, de la stabilité et du développement ne sont pas encore atteints. Tous ces défis, qui retardent et compromettent la stabilité dans la région, doivent être épinglés et relevés.

Qu'il me soit permis dans cette communication, faute de temps, de m'attarder sur quelques-uns de ces défis. Concernant l'activisme des groupes armés d'origine interne et externe, mon pays est préoccupé par la recrudescence de leurs activités négatives. Les ADF et leur interconnexion avec les entités terroristes au niveau mondial, la Coopérative pour le développement du Congo et autres groupes armés, de même que la résurgence inacceptable des attaques du Mouvement du 23 mars, de triste mémoire et que nous avons cru défait et désarmé en 2013, doivent absolument faire partie du passé.

Pour ce faire, mon pays, tout en poursuivant les efforts, à titre national, de réforme du système de défense et de sécurité ainsi que la montée en puissance

des Forces armées de la République démocratique du Congo, a souscrit à la mise en œuvre d'une approche globale pour neutraliser les forces négatives. C'était donc une des décisions prises au sommet de Nairobi. Les opérations militaires conjointes dans le cadre de l'état de siège, ainsi que la coopération militaire, vont se poursuivre de manière couplée avec les mesures non militaires. La République démocratique du Congo, qui est actuellement en pourparlers avec les groupes armés à Nairobi, demande à la communauté internationale, au Conseil de sécurité ainsi qu'à la région unie dans le cadre du Groupe de contact et de coordination mis en place, un soutien clair qui obligerait les groupes armés opérant à l'est à se rendre et à déposer les armes pour s'inscrire dans le schéma de désarmement, démobilisation et réintégration à l'échelle tant nationale que régionale.

Concernant l'exploitation illégale des ressources naturelles ainsi que le trafic illégal d'armes et de munitions, le renforcement de la lutte contre ces fléaux doit continuer à mobiliser la région. Les résolutions de la conférence de Khartoum ainsi que les efforts entrepris dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs pour la certification des minerais sont des pas positifs pour la République démocratique du Congo et la région.

Concernant le défi humanitaire induit aussi en grande partie du fait des activités ci-haut dénoncées des groupes armés, la République démocratique du Congo, en plus du partenariat avec l'ONU dans le cadre du plan de réponse humanitaire lancé le 17 février, reste ouverte à toute autre initiative régionale positive supplémentaire à même d'aider à relever le défi.

Concernant le défi lié à l'observance des droits de l'homme, la République démocratique du Congo voudrait ici assurer au Conseil qu'elle continue à fournir

des efforts pour l'atteinte de cet objectif. Les réformes entreprises du système de la justice et l'opérationnalisation de la justice transitionnelle vont certainement aider dans cette quête.

Comme je l'ai souligné au début de mon allocution, quoiqu'il subsiste des défis, cette évolution positive que connaît la région, ainsi que les efforts pour le rétablissement du capital confiance au sein de la région des Grands Lacs, méritent d'être encouragés. C'est la raison pour laquelle mon pays demande à l'ONU et à la communauté internationale de soutenir les efforts engagés par l'ensemble des dirigeants de la région des Grands Lacs.

Je ne saurais clore mon propos sans remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs pour l'exécution séquentielle de son plan d'action pour la période 2021-2023 en faveur de la région ainsi que les efforts qu'il continue à déployer, dans le cadre de son mandat, en vue du rétablissement de la paix dans l'ensemble de la région des Grands Lacs, et plus particulièrement dans mon pays.

À tous les membres du Conseil de sécurité, je réitère la reconnaissance du peuple congolais et de son gouvernement pour leur dévouement et leur engagement en faveur de la cause de mon pays et de la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 12 h 5.